

**24 JUL 2017**

Décision n° DRIEE-SDDTE-2017-133 du

**Dispensant de la réalisation d'une étude d'impact en application  
de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

Le Préfet de la région d'Île-de-France  
Préfet de Paris  
Officier de la légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 juin 2017 de monsieur le Préfet de la région Île-de-France portant délégation de signature en matière administrative à Monsieur Jérôme Goellner, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté n°2017-DRIEE-IdF-247 du 20 juin 2017 portant subdélégation de signature en matière administrative de Monsieur Jérôme Goellner, ingénieur général des mines, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France à ses collaborateurs ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° F01117P0131 relative au **projet d'exploitation des captages d'eau potable de l'Orée et du Réveillon à Lésigny dans le département de la Seine-et-Marne**, reçue complète le 21 juin 2017 ;

Vu la consultation de l'agence régionale de la santé d'Île-de-France en date du 21 juin 2017 ;

Considérant que le projet consiste à sécuriser l'exploitation des captages de l'Orée et du Réveillon, en régularisant des forages d'approvisionnement en eau exploités prélevant un volume annuel total de 340 000 m<sup>3</sup> dans la nappe de Champigny, et en définissant des périmètres de protection immédiate clôturés et au sein desquels les réseaux de gestion des eaux pluviales et des eaux usées doivent être déviés ;

Considérant que le projet concerne des dispositifs de captage prélevant un volume annuel compris entre 200 000 et 10 000 000 m<sup>3</sup> et qu'il relève donc de la rubrique 17.b) « Projets soumis à la procédure de cas par cas » du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitation des captages et la définition des périmètres de protection font l'objet d'une autorisation au titre du code de la Santé Publique, d'une autorisation au titre de la loi sur l'eau (articles R214-1 à 6 du Code de l'environnement) et d'une enquête publique ;

Considérant que le site d'implantation du projet, au sein de quartiers pavillonnaires, ne présente pas de sensibilité particulière au regard des zonages qui concernent notamment les risques naturels, les risques technologiques, la biodiversité et le paysage, et que le projet ne nécessite aucuns travaux;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou sur la santé ;

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>**

La réalisation d'une étude d'impact n'est pas nécessaire pour le projet d'exploitation des captages d'eau potable de l'Orée et du Réveillon à Lésigny dans le département de la Seine-et-Marne.

**Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

**Article 3**

En application de l'article R.122-3 (IV) précité, la présente décision sera publiée sur le site Internet de la préfecture de région et de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France.

Pour le préfet de la région d'Île-de-France et par délégation, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie de la région d'Île-de-France

La chef du service du développement durable  
des territoires et des entreprises  
D.R.I.E.E. Île-de-France

  
Hélène SYNDIQUE

**Voies et délais de recours**

La décision dispensant d'une étude d'impact rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut pas faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.